

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 NOVEMBRE 1927.

Proposition de loi relative aux emplois civils et militaires réservés aux engagés et rengagés de l'armée (1).

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

1. — Considérations générales.

La proposition de loi que j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations se rattache à la série des projets de loi ayant pour objet la réorganisation de l'armée.

Il a pour but de contribuer à l'instauration d'un temps de service militaire réduit, but auquel, sous la pression des nécessités économiques, tendent actuellement tous les pays.

Il est admis que pour atteindre ce résultat sans compromettre l'organisation de la Défense Nationale, il faut, notamment, recruter un fort noyau de volontaires à long terme destinés à servir d'armature aux levées annuelles de milice tout en assurant le fonctionnement des unités pendant les périodes situées entre le renvoi d'une classe dans ses foyers et l'entrée au service de la classe suivante.

Il faut surtout prévoir un cadre de sous-officiers bien préparés et le mettre en rapport avec l'accroissement numérique de l'armée résultant de l'adoption du service général.

Les spécialistes militaires estiment que, pour assurer une vie normale à l'armée belge, il faudra disposer d'environ 20,000 volontaires de tous grades, soit environ 12,000 sous-officiers et 8,000 caporaux et soldats (2). Or, si nous envisageons le nombre de volontaires engagés au cours des années 1920 et 1921, nous ne parvenons à en recueillir qu'environ 120 par mois.

Immédiatement après l'armistice, le nombre de volontaires était d'environ 4,000 par trimestre; mais par suite des augmentations des salaires, leur nombre a sensiblement diminué.

Dans cet ordre d'idées, une première mesure vient à l'esprit : l'augmentation

(1) La présente proposition reproduit textuellement le projet de loi déposé le 3 mai 1922 au nom du Gouvernement.

(2) Il y a controverse sur le chiffre de 20,000 volontaires, que certains experts militaires estiment insuffisants. Il appartiendrait à l'état-major général de l'armée de fournir à ce sujet les précisions nécessaires, en tenant compte de l'organisation actuellement en vigueur.

des avantages pécuniaires proposés aux volontaires. Cette solution entraînerait pour l'État des charges financières incompatibles avec ses possibilités actuelles et même futures, lorsqu'on songe à l'élévation des appointements et salaires civils. Il fallait donc rechercher un autre moyen d'offrir aux volontaires des avantages suffisants à déterminer des engagements à terme prolongé, sans les astreindre à continuer leur existence active dans la profession des armes, s'ils ne s'y sentent point attirés par leur vocation.

M'inspirant de ce qui se fait en France et en Allemagne, j'ai pensé qu'un moyen efficace d'atteindre ce but était d'assurer aux volontaires, après leur passage à l'armée, l'obtention d'un emploi civil stable dans les administrations publiques ou dans les administrations qui en dépendent, en leur accordant un droit de préférence et d'autres avantages définis dans le projet de loi.

En tablant sur l'utilisation de 20,000 volontaires faisant un service de cinq à dix ans, il faut donc arriver à placer environ 3,000 d'entre eux, annuellement, dans les diverses administrations publiques.

La proposition permet d'assurer aux intéressés un avantage d'ancienneté en rapport avec la durée de leur service à l'armée, tout en veillant à n'introduire dans les administrations que des éléments aptes aux fonctions qu'ils doivent remplir.

II. — *Commentaire des articles.*

L'ARTICLE PREMIER proclame le droit de préférence acquis aux volontaires et indique les administrations publiques qui devront l'observer dans le recrutement de leur personnel. Ce sont ces mêmes administrations auxquelles s'adresse la loi du 3 août 1919 facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics.

Les entreprises concessionnaires de services publics visées au 3° ne seront obligées que dans la mesure inscrite au 2° de l'article 9, ainsi qu'il sera précisé plus loin.

ART. 2. — L'article 2 indique les catégories d'emplois pour lesquelles le droit de préférence jouera :

A. — Emplois subalternes conférés sans examen, ou ensuite d'un examen ne dépassant pas comme connaissances classiques celles de l'enseignement primaire.

B. — Emplois auxiliaires conférés ensuite d'examens ou d'examens-concours dont les matières classiques correspondent au programme de l'enseignement moyen du degré inférieur.

C. — Emplois de carrière, conférés par voie de concours sur les matières de l'enseignement moyen du degré supérieur.

La loi française détermine elle-même les emplois réservés aux militaires. Il a été jugé préférable de laisser ce soin à un arrêté royal. L'arrêté royal est moins rigide que la loi et plus facile à modifier si des changements intervenaient dans la nomenclature des emplois réservés, et permet ainsi de tenir compte de ce que démontrera l'expérience.

Une appréciation d'ensemble permet d'évaluer de 4,000 à 5,000 le nombre global d'emplois sur lesquels les intéressés pourraient porter leur choix. Étant donné qu'ils ne seront pas plus de 3,000, on voit que le recrutement des administrations parmi les civils ne cessera pas de réserver aux candidats de larges possibilités en outre de celles déjà prévues par les tableaux.

Arr. 3. — L'article 3 prévoit le cas où le nombre de militaires admissibles qui postulent les emplois réservés ne serait pas suffisant. Il y aurait alors nécessité pour l'administration de recourir à d'autres éléments.

Arr. 4. — Les candidats aux emplois de la catégorie A, sont admis purement avec un examen élémentaire, mais il va sans dire qu'ils pourront être astreints à des épreuves professionnelles. Un candidat à un emploi d'électricien aux chemins de fer, par exemple, devra prouver qu'il possède des connaissances pratiques du métier d'électricien.

Arr. 5. — Les anciens militaires candidats aux emplois de la catégorie B, doivent, pour être admis, obtenir à l'examen ou à l'examen-concours, la moyenne des points imposée par le règlement organique de l'administration à laquelle ressortissent ces emplois, mais alors ils prennent le pas sur tous les autres candidats.

Arr. 6. — Les emplois de la catégorie C sont des emplois de carrière, les plus recherchés, ceux auxquels la perspective de pouvoir y accéder tentera le plus les sous-officiers.

Il est donc rationnel de n'accorder les avantages prévus par la loi qu'aux sous-officiers ayant fait un terme de service d'au moins huit années. Toutefois, le nombre d'emplois de cette catégorie réservés aux anciens militaires est garanti. Au besoin des candidats non militaires ayant un nombre de points supérieur à celui obtenu par des candidats militaires doivent céder le pas à ceux-ci dans les limites des quotités réservées.

Arr. 8. — Les règlements organiques de certaines administrations subordonnent la nomination définitive d'un candidat à l'accomplissement d'un stage. L'intérêt de ces administrations exige que les anciens militaires soient également astreints à ce stage mais la durée de celui-ci leur sera comptée pour l'attribution de la première augmentation de traitement.

Arr. 9. — L'article 9 accorde aux militaires nommés à un emploi civil un second avantage très appréciable. La durée de leur service militaire, au-delà de quatre ans, leur sera comptée et pour la fixation de leur traitement d'entrée et pour la détermination de leur ancienneté dans l'emploi civil.

Cet avantage est limité à six ans parce que, d'une part, l'armée a intérêt à ce que les sous-officiers ne servent pas plus de dix ans, et que, d'autre part, l'Administration a également intérêt à ne pas recruter des agents ayant une ancienneté fictive trop grande en raison de la répercussion que cet élément « ancienneté » a sur l'avancement dans les cadres civils et sur les budgets.

Dans les administrations publiques et spécialement dans les grands services, tel que celui des Chemins de fer de l'État, il résultera de l'avantage concédé par l'article 9, aux militaires, une augmentation des charges budgétaires, celle-ci ne peut, toutefois, être chiffrée actuellement, étant donné qu'elle sera fonction du nombre de militaires recrutés et de la durée de leurs services à l'armée.

Cette disposition entraînerait également, si elle était appliquée actuellement aux entreprises visées au 3° de l'article 1^{er}, des charges nouvelles pour ces entreprises.

Celles-ci ont établi leurs conditions d'après les obligations stipulées aux cahiers des charges qui les régissent. C'est pourquoi il a été jugé équitable de prévoir

pour elles le tempérament dont il s'agit au dernier alinéa de l'article 9. Dans l'avenir, les cahiers des charges comprendront une clause obligeant les sociétés concessionnaires à se conformer à la présente loi

ART. 10. — Les administrations ayant des buts différents et par conséquent des besoins différents, il est logique que les connaissances exigées soient fixées par chacune d'elles.

ART. 12. — Des militaires se trouvant dans les conditions exigées pour bénéficier des avantages inscrits dans la présente loi, peuvent avoir quitté l'armée sans qu'ils aient obtenu un emploi civil. Il paraît équitable de leur réserver pendant deux ans après leur départ de l'armée le droit de jouir du bénéfice de la loi.

ART. 14. — Cette disposition est conçue tant dans l'intérêt des agents anciens militaires que dans celui des administrations qui les accueillent. Elle a pour but d'assurer aux dits agents une pension suffisante et d'éviter par suite, aux administrations, l'obligation de s'imposer de nouvelles charges pour leur venir en aide. Des facilités de paiement sont d'ailleurs accordées aux intéressés.

ART. 15. — Il va de soi qu'il ne peut être question de porter atteinte aux droits de préférence accordés aux anciens combattants pour l'accès aux emplois publics.

ART. 16. — Cet article a la même portée que l'article 41 de la loi du 3 août. Si dans l'avenir la législation décidait de modifier cet article, il va sans dire que les nouvelles dispositions s'appliqueraient également à la présente loi.

ART. 17. — L'article 17 fixe au 1^{er} janvier 1924, la date de la mise en vigueur de la loi, et abroge l'article 77, § IV, de la loi de milice actuelle qui accorde déjà certains avantages aux engagés et rengagés de l'armée.

Des cours seront organisés dans les différents corps de l'armée et dans ses écoles en vue de préparer les volontaires à se présenter avec chance de succès aux examens prévus pour les emplois qui leur seront réservés dans les grandes administrations civiles. Il en résultera un développement général de l'instruction des cadres, favorable à son prestige, et son rendement.

ALBERT DEVÉZE.

ANNEXE

Annexe à l'arrêté royal du

**Désignation des emplois réservés aux militaires engagés ou rengagés
comptant au minimum cinq années de service à l'armée.**

ADMINISTRATION.	Désignation des emplois.	Proportion réservée aux engagés et rengagés de l'armée.	Renseignements « pour mémoire » (1). Situation à la date de l'arrêté.		
			Traitements attachés à l'emploi.	Stage éventuel.	Nombre annuel probable d'emplois à attribuer aux militaires.
	2	3	4	5	6

CATÉGORIE A.

I. — Administrations de l'État.

(Y compris les établissements placés sous le contrôle du Gouvernement
et les entreprises concédées.)

- a) Ministère des Affaires économiques.
- b) Id. des Affaires étrangères.
- c) Id. de l'Agriculture et des Travaux publics.
- d) Id. des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.
- e) Id. des Colonies.
- f) Id. de la Défense Nationale.
- g) Id. des Finances.
- h) Id. de l'Industrie et du Travail.
- i) Id. de l'Intérieur et de l'Hygiène.
- j) Id. de la Justice.
- k) Id. des Sciences et des Arts.

II. — Administrations provinciales.

(Y compris les établissements placés sous le contrôle de la province et les
entreprises concédées.)

III. — Administrations communales.

(Y compris les établissements placés sous le contrôle de la commune et les
entreprises concédées.)

CATÉGORIE B. — Mêmes subdivisions que pour la catégorie A.

CATÉGORIE C. — Mêmes subdivisions que pour la catégorie A.

(*) Exception faite pour les emplois marqués d'un astérisque dans la colonne 2, les titulaires des positions désignées au présent tableau bénéficient des dispositions de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles, amendée en dernier lieu par la loi du 3 juin 1920; l'article 6 relatif aux services militaires est reproduit à la fin de la présente annexe.

Les titulaires des emplois marqués d'un astérisque sont soumis, au point de vue des pensions, à des régimes particuliers indiqués sommairement à la fin de l'annexe.

(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 NOVEMBER 1927.

Wetsvoorstel betreffende de burgerlijke en militaire betrekkingen voorbehouden
aan de vrijwilligers en de opnieuwdienenden van het leger ⁽¹⁾.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

I. — *Algemeene beschouwingen.*

Het wetsvoorstel dat ik de eer heb aan uwe beraadslagingen voor te leggen, houdt verband met de reeks wetsontwerpen tot herinrichting van het leger.

Het heeft ten doel bij te dragen tot de invoering van een korten dienstdtijd, doel dat alle landen thans, onder den druk der economische vereischten, nastreven.

Het staat vast dat er zich, om tot dien uitslag te geraken zonder de inrichting van 's lands verdediging in gevaar te brengen, onder meer, een sterke kern vrijwilligers met langen dienstdtijd hoeft aangeworven om het geraamte der jaarlijksche militielichtingen te vormen, en tevens om den dienst der eenheden, tusschen het aftreden eener klasse en het binnenkomen der volgende, te verzekeren.

Er moet vooral een degelijk opgeleid kader van onderofficieren voorzien worden en het moet in verhouding gebracht worden tot de aangroeiende legergetalsterkte, die de algemeene dienstdplicht zal opleveren.

Om het Belgisch leger een normaal leven te verzekeren, zijn de militaire specialisten van oordeel dat wij over ongeveer 20,000 vrijwilligers van allen graad moeten beschikken, zegge ongeveer 12,000 onderofficieren en 8,000 korporaals en soldaten ⁽²⁾. Nu, wanneer wij het aantal vrijwilligers der jaren 1920 en 1921 beschouwen, dan vinden wij er maar ongeveer 120 per maand.

Pas na den wapenstilstand, bereikte het getal vrijwilligers ongeveer 4,000 per trimester; maar met de loonsverhoogingen is dit getal merkelyk gezonken.

In dezen gedachtengang, komt men op den inval van een eersten maatregel : de vrijwilligers betere geldelyke voorwaarden voor te stellen. Die oplossing zou

(1) Dit wetsvoorstel is textueel hetzelfde als het wetsontwerp op 5 Mei 1922 namens de Regeering ingediend.

(2) De meeningen loopen uiteen omtrent het cijfer van 20,000 vrijwilligers, door sommige militaire deskundigen als ontoereikend geacht. Het is de taak van den Staf van het Leger daaromtrent de noodige ophelderingen te verschaffen, met inachtneming van de thans bestaande organisatie.

den Staat tot financieele lasten dwingen die onvereenigbaar zijn met zijne huidige en zelfs toekomstige mogelijkheden, wanneer men de hooge burgerlijke wedden en loonen nagaat. Er moest dus naar een ander middel uitgezien worden om de vrijwilligers voldoende voordeelen aan te bieden om hen tot lange diensttermijnen te overhalen, zonder hen te verplichten hun leven bij het leger te slijten als zij er zich niet toe geroepen voelen.

Voortgaande op wat er in Frankrijk en Duitschland bestaat, heb ik gemeend, om daartoe te geraken, dat het een doeltreffend middel zou zijn de vrijwilligers na hunnen dienstdtijd een vaste plaats te bezorgen bij de openbare besturen of bij de diensten die er van afhangen, mits hun een voorkeurrecht en andere in het wetsontwerp bepaalde voordeelen te verleenen.

Gerekend op 20,000 vrijwilligers met 5 tot 10 jaar dienst, moeten er dus jaarlijks ongeveer 3,000 hunner in de verschillende openbare besturen kunnen treden.

Het wetsvoorstel verzekert de belanghebbenden een dienstouderdomsvoordeel in verhouding met hun militairen dienstdtijd, terwijl het er voor zorgt dat de besturen geene niet tegen hunne taak opgewassen elementen ontvangen.

II. -- *Uitlegging der artikelen.*

HET EERSTE ARTIKEL huldigt het aan de vrijwilligers verworven voorkeurrecht en geeft de openbare besturen op, die het moeten in acht nemen bij de aanwerving van hun personeel. Het zijn dezelfde besturen bedoeld in de wet van 3 Augustus 1918 « waarbij de toegang tot de openbare ambten en betrekkingen aan de verminkten, strijders, gemobiliseerden, enz. vergemakkelijkt wordt ».

De concessiehoudende ondernemingen der bij n^o 3^o bedoelde openbare diensten, zullen maar gebonden zijn in de bij n^o 2^o van artikel 9 voorziene mate, zooals het hieronder nader zal bepaald worden.

ART. 2. — Artikel 2 duidt de categorieën aan van de betrekkingen waar het voorkeurrecht voor geldt :

A. Lagere betrekkingen begeven zonder examen of ingevolge een examen dat, in zake schoolkeunis, binnen het lager onderwijs blijft.

B. — Hulpbetrekkingen begeven ingevolge examens waarvan de schoolvakken overeenstemmen met het programma van het middelbaar onderwijs van den lageren graad.

C. — Beroepsbetrekkingen begeven ingevolge een vergelijkend examen over de vakken van het middelbaar onderwijs van den hooger graad.

De Fransche wet bepaalt zelf de aan de militairen voorbehouden plaatsen. Het kwam verkieslijk voor die zorg aan een Koninklijk besluit over te laten. Het Koninklijk besluit is zoo streng niet als de wet en kan gemakkelijker gewijzigd worden, moest de lijst der voorbehouden plaatsen komen te veranderen, en op die wijze kan er met de ervaring rekening gehouden worden. De aan deze toelichting gehechte tabel geeft, voor drie departementen, het voordeel van de tabellen die zullen gehecht zijn aan het Koninklijk besluit waarbij de voorbehouden betrekkingen worden aangeduid.

Het getal plaatsen waaruit de belanghebbenden zouden kunnen kiezen, kan in 't geheel geschat worden op 4 tot 5,000. Vermits er niet meer dan 3,000

zullen zijn, ziet men dat er voor de kandidaten, al wenden de besturen zich tot het burgerlijk element, toch nog vele plaatsen overblijven, buiten die bij de tabellen voorzien.

Art. 3. — Artikel 3 voorziet het geval waarin het aantal aannemelijke militairen die de voorbehouden betrekkingen aanvragen, niet toereikend mocht zijn. Dan zou het bestuur zijne toevlucht tot andere elementen moeten nemen.

Art. 4. — De kandidaten voor de betrekkingen der categorie A worden eenvoudig na een elementair examen opgenomen, maar het spreekt van zelf dat zij aan vakproeven kunnen onderworpen worden. Een candidaat-electriekwerker aan de Spoorwegen, bij voorbeeld, moet bewijzen dat hij de praktijk van zijn stiel bezit.

Art. 5. — De oud-militairen kandidaten voor de betrekkingen der categorie B moeten, om aangenomen te worden, in het examen of vergelijkend examen het middelcijfer der punten behalen, opgelegd door het inrichtingsreglement van het bestuur waar die betrekkingen van afhangen, maar dan gaan die kandidaten vóór al de overigen.

Art. 6. — De betrekkingen der categorie C zijn beroepsbetrekkingen, de meest gezochte, die dan ook het meest de onderofficieren zullen aantrekken.

Het is dus redematig de bij de wet voorziene voordeelen maar te verleenen aan de onderofficieren die ten minste 8 jaar hebben gediend. Maar het aantal aan de oud-militairen voorbehouden plaatsen dezer categorie is gewaarborgd. Desnoods, moeten de burgerlijke kandidaten, die meer punten dan de militaire kandidaten behaald hebben, deze laatsten laten voorgaan, binnen de palen der voorbehouden aandeelen.

Art. 8. — Volgens de inrichtingsreglementen van sommige besturen, moet de candidaat, vóór zijne definitieve benoeming, eenen proeftijd uitdoen. Het belang dezer besturen vergt zulks ook voor de oud-militairen; doch die proeftijd zal in aanmerking komen voor de toekenning van de eerste weddeverhooging.

Art. 9. — Artikel 9 verleent aan de tot eene burgerlijke betrekking benoemde militairen een tweede heel gewichtig voordeel. Hun militaire dienstdienst, boven de vier jaar, komt in aanmerking én voor de bepaling van hun aanvangswedde, én voor de berekening van hunnen dienstouderdom in de burgerlijke betrekking.

Dit voordeel wordt beperkt tot zes jaar omdat, eenerzijds, het leger er belang bij heeft dat de onderofficieren niet langer dan tien jaar dienen en, anderzijds, het Beheer er ook belang bij heeft geen agenten aan te werven met te veel dienstjaren op 't papier, om reden van den terugslag van dit element « dienstouderdom » op de bevordering der burgerlijke kaders en op de begrootingen.

Bij de openbare besturen en vooral bij de groote diensten, zooals die der Staatsspoorwegen, zal het bij artikel 9 aan de militairen verleend voordeel aanleiding geven tot eene verzwaring der begrootingslasten; deze kunnen echter nu niet berekend worden, vermits zij verband houden met het getal aangeworven militairen en met hun militairen dienstdienst. Moest die beschikking thans toegepast worden op de onder nummer 3 van artikel 1 bedoelde ondernemingen, dan zou zij ook nieuwe lasten voor die ondernemingen met zich brengen.

Deze hebben hunne voorwaarden gesteld volgens de verplichtingen opgelegd bij de lastenkohieren waardoor zij beheerscht zijn. Deshalve werd het billijk

geacht, voor hen de verzachting te voorzien waarvan sprake bij het laatste lid van artikel 9. Voortaan zal er in de lastenkohieren bepaald worden dat de concessiehoudende maatschappijen verplicht zijn zich naar de onderhavige wet te gedragen.

Art. 10. — Daar de besturen een verschillend doel en, bijgevolg, verschillende behoeften hebben, is het logisch dat ieder bestuur de vereischte kundigheden kunne vaststellen.

Art. 12. — Militairen die in de vereischte gevallen verkeerden om de bij onderhavige wet vermelde voordeelen te genieten, kunnen het leger verlaten hebben zonder een burgerlijke betrekking te hebben gevonden. Het blijkt rechtvaardig hun nog twee jaar lang, na hun aftreden uit het leger, het recht op het voordeel dezer wet te laten.

Art. 14. — Deze beschikking wordt voorzien zoo in 't belang der agenten oud-militairen, als in dit der besturen waarbij zij in dienst treden. Zij heeft ten doel deze agenten een toereikend pensioen te verzekeren en de besturen dus de verplichting van nieuwe lasten te sparen om hen te helpen. Er wordt, trouwens, den belanghebbenden gemak van betaling verleend.

Art. 15. — Het hoeft geen betoog, dat er geen spraak kan zijn, van inbreuk te maken op het aan de oud-strijders verleend voorkeurrecht op de openbare bedieningen.

Art. 16. — Dit artikel heeft dezelfde beteekenis als artikel 11 der wet van 3 Augustus. Moest de wetgeving later beslissen dit artikel te wijzigen, dan ligt het voor de hand dat de nieuwe beschikkingen ook op onderhavige wet zouden toepasselijk zijn.

Art. 17. — Bij artikel 17 wordt de datum van het in werking treden der wet op 1 Januari 1924 bepaald, en artikel 77, § N, der huidige militiewet ingetrokken, dat de vrijwilligers en opnieuwdienenden van het leger reeds sommige voordeelen toekent.

In de verschillende korpsen van het leger en in zijne scholen zullen leer-gangen ingericht worden om de vrijwilligers er toe voor te bereiden met goede kans, deel te nemen aan de voorziene examens voor de plaatsen die hun bij de groote burgerlijke besturen zullen voorbehouden zijn.

Hieruit zal een algemeene ontwikkeling van de africhting der kaders volgen hetgeen hun gezag en hun werklevering zal bevorderen.

ALBERT DEVÈZE.

BIJLAGE

Bijlage van het Koninklijk besluit van.....

Opgave der betrekkingen voorbehouden aan de vrijwilligers of opnieuwdienenden met ten minste 5 jaar dienst bij het leger.

BESTUUR.	Opgave van de betrekkingen.	Voorbehouden verhouding voor de vrijwilligers en opnieuwdienenden van het leger.	Inlichtingen « ter toelichting » (1). Toestand op den datum van het besluit.		
			Aan de betrekking verbonden wedden of loonen.	Gebeurlijke proeftijd.	Vermoedelijk getal betrekkingen jaarlijks aan de militairen te begeren.
1	2	3	4	5	6

CATEGORIE A.

I. — Staatsbesturen.

(Met inbegrip van de onder Regeeringstoezicht staande instellingen en van de vergunde ondernemingen.)

- a) Ministerie van Economische Zaken.
- b) Id. van Buitenlandsche Zaken.
- c) Id. van Landbouw en Openbare Werken.
- d) Id. van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.
- e) Id. van Koloniën.
- f) Id. van Landsverdediging.
- g) Id. van Financiën.
- h) Id. van Arbeid en Nijverheid.
- i) Id. van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.
- j) Id. van Justitie.
- k) Id. van Kunsten en Wetenschappen.

II. — Provinciebestuuren.

(Met inbegrip van de onder Provincietoezicht staande instellingen en van de vergunde ondernemingen.)

III. — Gemeentebesturen.

(Met inbegrip van de onder Gemeentetoezicht staande instellingen en van de vergunde ondernemingen.)

CATEGORIE B. — Zelfde onderverdeeling als voor categorie A.

CATEGORIE C. — Zelfde onderverdeeling als voor categorie A.

(1) Met uitzondering der in kolom 2 met een sterretje gemerkte betrekkingen, genieten de houders der in onderhavige tabel opgegeven plaatsen de beschikkingen der wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke pensioenen, laatstleden gewijzigd bij de wet van 3 Juni 1920; op 't einde van onderhavige bijlage staat artikel 6 betreffende de militaire diensten.

Uit het oogpunt der pensioenen, zijn de houders der met een sterretje gemerkte betrekkingen onderworpen aan bijzondere stelsels die op 't einde der bijlage beknopt opgegeven zijn.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

**Proposition de loi relative aux emplois
civils et militaires réservés aux
engagés et rengagés de l'armée.**

**Wetsvoorstel betreffende de burger-
lijke en militaire betrekkingen voor-
behouden aan de vrijwilligers en de
opnieuwdienenden van het leger.**

ARTICLE PREMIER.

Un droit de préférence est accordé, dans les limites de la présente loi, aux militaires engagés ou rengagés comptant au minimum cinq années de présence effective sous les drapeaux et notés favorablement par l'autorité militaire, pour l'obtention d'emplois :

- 1° Dans les administrations de l'État, des provinces et des communes;
- 2° Dans les établissements placés sous le contrôle des mêmes pouvoirs;
- 3° Dans les entreprises concessionnaires de services publics.

ART. 2.

Un arrêté royal détermine les emplois dont il est question à l'article premier, ainsi que les quotités de ces emplois réservées exclusivement aux militaires ou anciens militaires.

Ces emplois se répartissent en trois catégories :

A. — Emplois subalternes conférés sans examen, ou en suite d'un examen ne dépassant pas comme connaissances classiques celles de l'enseignement primaire;

B. — Emplois auxiliaires conférés en suite d'examens ou d'examens-concours, dont les matières classiques correspondent au programme de l'enseignement moyen du degré inférieur;

EERSTE ARTIKEL.

Binnen de palen van onderhavige wet, wordt eraan de vrijwilligers of opnieuwdienende militairen met ten minste vijf jaar werkelijken dienst en die onder de militaire overheid gunstig aangeschreven staan, een voorkeurrecht verleend op een betrekking :

- 1° Bij de besturen van Staat, provincies en gemeenten;
- 2° Bij de inrichtingen onder het toezicht van deze zelfde besturen geplaatst;
- 3° Bij de ondernemingen, concessiehouders van openbare diensten.

ART. 2.

Een Koninklijk besluit bepaalt de betrekkingen waarvan sprake in het eerste artikel, evenals het getal dezer uitsluitend aan de militairen of oud militairen voorbehouden betrekkingen.

Die betrekkingen zijn in drie categorieën verdeeld :

A. — Lagere betrekkingen begeven zonder examen of ingevolge een examen, dat, in zake schoolkennis, binnen het kader van het lager onderwijs blijft;

B. — Hulpbetrekkingen begeven ingevolge examens of vergelijkende examens, waarvan de schoolvakken overeenstemmen met het programma van het middelbaar onderwijs van den lagere graad;

C. — Emplois de carrière conférés par voie de concours sur les matières de l'enseignement moyen du degré supérieur.

ART. 3.

Les quotités d'emplois réservées à ces militaires ne pourront être réduites que pour autant que le nombre de candidats inscrits de chaque catégorie ou éventuellement le nombre de récipiendaires reconnus admissibles soit insuffisant pour pourvoir aux nécessités immédiates du service.

ART. 4.

Les candidats aux emplois de la catégorie A doivent posséder les qualités et éventuellement les aptitudes physiques et professionnelles requises.

ART. 5.

Pour les emplois de la catégorie B, les candidats qui, dans les examens ou examens-concours, ont obtenu les cotes minima exigées par les règlements organiques pour être reconnus admissibles, ont, dans la limite des quotités réservées, la priorité sur tous les autres candidats quelle que soit la cote dévolue à ceux-ci.

L'ordre d'admissibilité et d'appel en fonction des militaires est réglé suivant le nombre de points obtenus.

ART. 6.

Les candidats aux emplois de la catégorie C bénéficient des avantages prévus aux articles 1 et 9 à la condition de compter huit années de présence sous les armes.

Les nominations aux dits emplois se font d'après l'ordre établi par le classement général, remanié, s'il y a lieu,

C. — Beroepsbetrekkingen begeven ingevolge een vergelijkend examen over de vakken van het middelbaar onderwijs van den hooger grad.

ART. 3.

Het getal van de aan deze militairen voorbehouden plaatsen mag niet verminderd worden, dan wanneer het voor iedere categorie ingeschreven getal candidaten of, desgevallend, het getal bekwaam bevonden candidaten, ontoereikend is om in de onmiddellijke dienstdehoefden te voorzien.

ART. 4.

De candidaten voor de betrekkingen van categorie A moeten de vereischte hoedanigheden en, desgevallend, de vereischte lichamelijke geschildheid en vakbekwaamheid bezitten.

ART. 5.

Voor de betrekkingen van categorie B, hebben de candidaten, die in de examens of de vergelijkende examens het bij de inrichtingsreglementen vereischte minimum der punten hebben behaald om in aanmerking te komen, binnen de grenzen van het voorbehouden aandeel, den voorrang op al de overige candidaten, om 't even hoeveel punten deze laatste ook behalen.

De volgorde waarin de militairen aangenomen en geroepen worden, wordt naar het getal behaalde punten geregeld.

ART. 6.

De candidaten voor de betrekkingen van categorie C genieten de bij de artikelen 1 en 9 voorziene voordeelen, op voorwaarde van acht jaar werkelijken dienst te hebben.

De benoemingen tot die betrekkingen geschieden volgens de door de algemeene rangschikking vastgestelde orde,

sous les réserves indiquées à l'article 3, de façon à assurer aux militaires la quotité d'emplois déterminée.

ART. 7.

En cas de compétition entre candidats ayant les mêmes titres, pour la catégorie A, ou le même pointage, pour les catégories B et C, la priorité est déterminée par la durée des services et subsidiairement par l'âge.

ART. 8.

Les militaires qui bénéficient des dispositions de la présente loi ne peuvent obtenir leur nomination définitive qu'après avoir accompli le stage éventuellement prévu par les règlements des administrations dans lesquelles ils sont admis. Il sera tenu compte de ce stage pour l'attribution de la première augmentation de traitement.

ART. 9.

Dans les administrations visées aux 1^o et 2^o de l'article 1^{er}, les militaires obtiennent à leur entrée dans les cadres du personnel, le traitement ou salaire et le rang d'ancienneté correspondant à la bonification de la durée de leur service militaire excédant quatre années, sans que ce privilège puisse dépasser six ans. La même bonification leur est acquise pour l'attribution des augmentations de traitement de « fin de carrière » et des indemnités subordonnées à une ancienneté de service déterminée.

Cette disposition sera de rigueur dans les administrations visées au 3^o de l'article 1^{er}, au fur et à mesure du renouvellement des conventions en cours ou de la conclusion de conventions nouvelles.

ART. 10.

Les programmes des connaissances exigées pour l'admission aux différents

desgevallend gewijzigd, onder het bij artikel 3 vermeld voorbehoud om aan de militairen het bepaald getal betrekkingen te verzekeren.

ART. 7.

In geval van strijd onder kandidaten met gelijke titels voor categorie A, of die evenveel punten behalen voor de categorieën B en C, wordt de voorrang door den dienstdad en verder door den leeftijd bepaald.

ART. 8.

De kandidaten die de beschikkingen van deze wet genieten, kunnen maar voorgoed benoemd worden na den proeftijd, desgevallend voorzien bij de reglementen der besturen waarbij zij werden opgenomen. Die proeftijd komt in aanmerking voor de eerste weddeverhooging.

ART. 9.

Wanneer zij in het kader van het personeel der bij n^{rs} 1^o en 2^o van artikel 1 bedoelde besturen opgenomen worden, bekomen de militairen de wedde of het loon en den dienstouderdomsrank die overeenstemmen met de bonificatie voor den duur hunner militaire dienstjaren boven vier jaar, zonder dat dit voordeel zes jaar moge overtreffen. Dezelfde bonificatie komt hun ten goede voor de toekenning der weddeverhoogingen « einde de loopbaan », en de vergoedingen na een bepaalden dienstouderdom.

Deze beschikking is bindend voor de bij n^o 3^o van artikel 1 bedoelde besturen, naarmate de vernieuwing der loopende of het sluiten van nieuwe overeenkomsten.

ART. 10.

Ieder bestuur maakt de programma's op van de vereischte kennis om tot de

emplois sont arrêtés par les soins de chaque administration.

ART. 11.

Les administrations adressent au plus tard, dans le courant du mois de décembre, au Ministre de la Défense Nationale, un état des vacances présumées pour l'année suivante en ce qui concerne les emplois de chacune des catégories A, B et C. Toutefois, les administrations des communes de moins de 10,000 habitants se bornent à envoyer une information au fur et à mesure des vacances d'emplois.

ART. 12.

Les militaires se trouvant dans les conditions déterminées par la présente loi et qui ont quitté le service militaire sans avoir sollicité ou sans avoir obtenu un emploi civil, bénéficient des avantages consacrés par la loi pendant les deux années qui suivent leur envoi en congé illimité.

ART. 13.

Les militaires reconnus admissibles à un emploi civil sont, s'ils le désirent, maintenus sous les drapeaux jusqu'au moment de leur nomination. Dans ce cas, ils continuent à remplir leurs obligations militaires et ne sont pas remplacés dans leur grade ou emploi militaire.

ART. 14.

Les militaires admis dans les administrations dont le personnel n'est pas régi par la législation sur les pensions civiles, sont tenus de verser aux caisses de pension, de retraite ou de prévoyance instituées par ces administrations, les retenues sur les traitements correspondant aux années de service administratif qui leur sont bonifiées par l'article 9.

verschillende betrekkingen toegelaten te worden.

ART. 11.

De besturen zenden den Minister van Landsverdediging, uiterlijk in den loop der maand December, voor elk der categorieën A, B en C, eenen staat der betrekkingen die vermoedelijk het volgend jaar zullen openvallen. De besturen van gemeenten met minder dan 10,000 inwoners bepalen er zich toe een bericht te zenden wanneer er plaatsen open komen.

ART. 12.

De militairen die in de bij deze wet bepaalde gevallen verkeerden en den militairen dienst vaarwel gezegd hebben zonder dat zij eene burgerlijke betrekking aangevraagd of gevonden hebben, genieten de bij de wet gehuldigde voordeelen nog twee jaar lang na hun vertrek met onbepaald verlof.

ART. 13.

De militairen die tot eene burgerlijke betrekking bekwaam worden bevonden, en zulks verlangen, blijven in werkelijken dienst tot wanneer zij benoemd worden. In dit geval, gaan zij voort hunne militaire verplichtingen te vervullen en worden zij niet in hun militairen graad of militaire betrekking vervangen.

ART. 14.

De militairen aangenomen bij besturen waarvan het personeel niet beheerd wordt door de wetgeving op de burgerlijke pensioenen, zijn er toe gehouden, in de bij deze besturen bestaande pensioens-, rustpensioens- of voorzorgskassen, de afhouding te storten op de wedden overeenkomende met de administratieve dienstjaren die hun bij artikel 9 ten goede komen.

Le versement de ces retenues pourra se faire par paiements mensuels échelonnés à partir de la nomination définitive sur une période égale au nombre d'années bonifiées.

ART. 15.

Les dispositions de la présente loi ne modifient en rien celles de la loi du 3 août 1919 facilitant l'accès des emplois publics aux anciens combattants. Le cas échéant, les avantages accordés par cette dernière loi seront cumulés avec ceux résultant de l'application des dispositions qui précèdent.

ART. 16.

Le Roi peut annuler dans les trois mois les nominations faites par les autorités provinciales et communales en violation de la présente loi.

ART. 17.

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1924. A partir de cette date, les dispositions de l'article 77 § N des lois de milice coordonnées seront abrogées.

Deze storting kan gedaan worden bij trapsgewijze maandelijksche afhoudingen, vanaf de vaste benoeming, regelmatig verdeeld over een even langen tijd als het getal ten goedekomende jaren.

ART. 15.

De bepalingen van deze wet wijzigen geenszins deze der wet van 3 Augustus 1919 waarbij de toegang voor de oudstrijders tot de openbare betrekkingen vergemakkelijkt wordt. In voorkomend geval, worden de bij deze wet verleende voordeelen gevoegd bij die welke uit de toepassing der bovenstaande beschikkingen volgen.

ART. 16.

De Koning mag de benoemingen, door provincie- of gemeenteoverheden, in overtreding van onderhavige wet gedaan, binnen de drie maanden vernietigen.

ART. 17.

Deze wet treedt in werking op 1 Januari 1924. Van dien datum af, zullen de beschikkingen van artikel 77 § N der samengeordende militiewetten ingetrokken zijn.

ALBERT DEVÈZE.
